

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2007 — 1831

[C — 2007/31141]

23 MARS 2006. — Arrêté 2005/840 du Collège de la Commission communautaire française portant exécution du décret de la Commission communautaire française du 16 juin 2005 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux organismes représentatifs de l'action sociale et de la famille

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu le décret de la Commission communautaire française du 16 juin 2005 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux organismes représentatifs de l'Action sociale et de la Famille et notamment les articles 8, 11, alinéa 3 et 13, alinéa 3;

Vu l'avis du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé donné le 14 septembre 2005;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 23 novembre 2005;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du budget, donné le 23 novembre 2005;

Vu l'avis de Conseil d'Etat donné le 10 janvier 2006 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de l'Action sociale et de la Famille,

Après en avoir délibéré,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales.*

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1^o Collège : le Collège de la Commission communautaire française;

2^o Ministre : le Membre du Collège chargé de l'Action sociale et de la Famille;

3^o décret : le décret de la Commission communautaire française du 16 juin 2005 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux organismes représentatifs de l'Action sociale et de la Famille;

4^o centre : le centre d'action sociale globale agréé ou agréé provisoirement en vertu du décret de la Commission communautaire française du 7 novembre 1997 fixant les règles d'agrément et d'octroi de subventions aux centres d'action sociale globale ou le centre de planning familial agréé en vertu du décret de la Commission communautaire française du 16 juillet 1994 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de planning familial;

5^o service : le service d'aide à domicile agréé en vertu du décret de la Commission communautaire française du 27 mai 1999 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux services d'aide à domicile ou le service pour les missions d'aide, d'une part aux victimes et à leurs proches et, d'autre part aux inculpés et condamnés en liberté, aux ex-détenus et à leurs proches agréé ou agréé provisoirement en vertu du décret de la Commission communautaire française du 4 décembre 2003 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux services pour les missions d'aide, d'une part aux victimes et à leurs proches et, d'autre part aux inculpés et condamnés en liberté, aux ex-détenus et à leurs proches;

6^o maison : la maison d'accueil agréée en vertu du décret du 27 mai 1999 relatif à l'octroi de l'agrément et de subventions aux maisons d'accueil;

7^o Conseil consultatif : le Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux Personnes et de la Santé;

8^o administration : les services du Collège.

CHAPITRE II. — *Procédures relatives à l'agrément*

Section 1^{re}. — Octroi ou refus d'agrément

Art. 3. La demande d'agrément en tant qu'organisme représentatif est introduite auprès du Ministre et de l'administration par recommandé avec accusé de réception à la Poste ou déposée contre accusé de réception. La demande introduite auprès de l'administration est accompagnée d'un dossier qui comporte, outre les éléments prévus par l'article 8, § 1^{er}, alinéa 3 du décret :

1^o un document par lequel le Conseil d'administration désigne la personne habilitée à représenter l'organisme auprès de l'administration;

2^o la liste de ses affiliés qui se sont engagés à respecter les statuts de l'organisme représentatif, ainsi que la liste des éventuels autres affiliés qui ne sont pas des centres, services ou maisons agréés par la Commission communautaire française;

3^o un document décrivant les objectifs de l'organisme représentatif et des modalités de leur réalisation. Si l'organisme bénéficie d'autres agréments auprès d'autres entités fédérées ou représente des affiliés agréés par une autre entité fédérée, les modalités relatives à la séparation de l'exercice des missions prévues par le décret de celles découlant d'autres agréments ou représentations seront détaillées dans ce document;

4^o la liste des membres de son personnel affecté aux missions en tant qu'organisme représentatif agréé ainsi que de leurs qualifications et temps de travail pour l'exercice de ces missions.

Art. 4. Lorsque l'administration dispose du dossier complet et recevable, elle notifie à l'organisme représentatif demandeur un accusé de réception, instruit la demande, procède à une inspection et transmet ses conclusions au Ministre dans les trois mois de la recevabilité de la demande. A défaut d'un dossier complet, l'administration notifie à l'organisme représentatif concerné les éléments manquants ou incomplets en l'invitant à y remédier.

Le Ministre soumet, pour avis dans un délai ne dépassant pas 2 mois, la demande de l'organisme représentatif, l'avis administratif et le rapport de l'inspection au Conseil Consultatif. Celui-ci examine la demande et transmet son avis au Ministre dans les 2 mois de sa saisine.

Le Collège statue sur la demande d'agrément et notifie sa décision à l'administration.

L'arrêté du Collège relatif à l'agrément mentionne le montant de la subvention qui est accordée à l'organisme représentatif en vertu de l'article 11 du décret.

L'administration notifie à l'organisme la décision d'octroi ou de refus d'agrément.

Section 2. — Modifications et renouvellement d'agrément

Art. 5. La demande de modification d'agrément est introduite suivant les modalités prévues à l'article 3 du présent arrêté pour la demande d'agrément.

Elle comporte les éléments qui justifient la demande de modification d'agrément, tels que visés à l'article 8, § 2 du décret.

Art. 6. La demande de renouvellement d'agrément est introduite par l'organisme représentatif, au plus tard 6 mois avant le terme de l'agrément en cours, suivant les modalités prévues à l'article 3 du présent arrêté pour la demande d'agrément.

Elle comporte les mêmes éléments que la demande d'agrément.

Art. 7. Les procédures de modification et de renouvellement d'agrément sont les mêmes que celle prévues à l'article 4 du présent arrêté pour la demande d'agrément.

Section 3. — Retrait d'agrément

Art. 8. Lorsqu'un organisme représentatif ne respecte plus les conditions d'agrément visées aux articles 5 à 7 du décret ou ne respectent pas les normes de fonctionnement visées aux articles 9 et 10 du décret, l'administration lui adresse un courrier recommandé motivé qui l'invite à se mettre en ordre dans un délai de deux mois.

Passé ce délai, et faute de mise en ordre ou de demande de modification d'agrément de l'organisme, l'administration propose au Ministre un retrait ou une modification d'agrément.

Art. 9. Le Ministre notifie à l'organisme représentatif, sous pli recommandé avec accusé de réception, qu'une procédure de retrait ou de modification d'agrément est en cours.

A partir du jour de cette notification, l'organisme représentatif dispose d'un délai de trente jours pour introduire un mémoire justificatif auprès du Ministre qui en transmet une copie au Conseil Consultatif.

Celui-ci invite l'organisme représentatif à être entendu. Il fixe les jour et heure de l'audition et en informe l'organisme représentatif concerné. La personne désignée par l'organisme représentatif pour le représenter peut se faire accompagner par une autre personne de son choix.

Le Conseil consultatif entend l'organisme représentatif et examine la proposition de retrait ou de modification d'agrément.

Il transmet son avis au Ministre dans le mois suivant l'audition ou dans les deux mois de sa saisine si l'organisme représentatif n'a pas souhaité être entendu.

Art. 10. La décision du Collège portant retrait ou modification d'agrément est notifiée à l'organisme représentatif par lettre recommandée avec accusé de réception.

La décision de retrait ou de modification d'agrément entraîne la suppression ou la réduction des subventions trois mois après la date de la notification de la décision.

L'organisme représentatif communique dès sa notification la décision de modification d'agrément à ses affiliés.

Art. 11. Lorsqu'un organisme représentatif décide de cesser ses activités, il communique cette décision au Ministre au plus tard trois mois avant qu'elle ne produise ses effets.

CHAPITRE III. — Fonctionnement

Art. 12. Le rapport visé à l'article 10, § 1^{er}, du décret est transmis par l'organisme représentatif tous les 5 ans, ou d'initiative ou à la demande expresse du Collège, et pour la première fois 2 ans après le début du premier agrément octroyé.

Le rapport visé au § 2 du même article est transmis dans un délai de 6 mois après le rapport visé au 1^{er} alinéa.

CHAPITRE IV. — Subventions

Art. 13. Les subventions visées à l'article 11 du décret sont adaptées annuellement à chaque 1^{er} janvier suivant la formule :

$$\frac{\text{Montant de base} \times \text{indice santé de décembre de l'année précédente}}{\text{Indice santé de décembre 2005}}$$

Art. 14. Les barèmes et les avantages sociaux qui déterminent les frais de rémunération admis pour le calcul de la subvention sont les barèmes fixés à l'annexe I^{er} NM de l'arrêté du Collège de la commission communautaire française du 18 octobre 2001 relatif à l'application du décret du de la Commission communautaire française du 12 juillet 2001 modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la santé et de l'aide aux personnes et relatif à la modification de divers arrêtés d'application concernant les secteurs de l'aide aux personnes, de la santé, des personnes handicapées et de l'insertion socio-professionnelle.

Ces barèmes sont indexés suivant les règles applicables aux rémunérations de la fonction publique.

Les charges patronales et autres avantages admis pour le calcul de la subvention sont ceux fixés à l'annexe V NM du même arrêté sur base de l'ancienneté fixée à l'annexe IV NM du même arrêté.

Les échelles barémiques correspondant à chaque fonction sont déterminées à l'annexe II NM du même arrêté.

Art. 15. Les types de frais visés à l'article 12 du décret sont repris à l'annexe I^{re} du présent arrêté.

Art. 16. Les organismes représentatifs fournissent annuellement pour le 30 avril de l'année suivante, les pièces justificatives relatives à la subvention annuelle octroyée.

Ces pièces justificatives sont constituées par :

- un relevé des pièces justificatives conforme au modèle fourni par l'administration;
- les fiches de rémunérations du personnel affecté aux missions visées par l'agrément et subventionné en tout ou en partie;
- les attestations prouvant le paiement des cotisations ONSS et du précompte professionnel de ce personnel;
- les copies des diplômes de ce personnel et les attestations justifiant de leur ancienneté;
- une attestation de l'employeur mentionnant le temps de travail affecté aux missions visées par l'agrément, de chaque travailleur;
- les copies des conventions conclues avec des vacataires et les déclarations de créance acquittées de ceux-ci, ainsi que les fiches fiscales 281.50 et le récapitulatif 325.50;
- les éventuelles notes d'honoraires acquittées;
- les factures acquittées, les extraits bancaires, les tickets de caisse, et les extraits du livre de caisse relatifs aux frais de fonctionnement;
- une copie du contrat de bail éventuel;
- le tableau d'amortissement relatif aux investissements mis à charge de la subvention;
- les comptes de recettes et dépenses et bilan, approuvés et la preuve de cette approbation;
- un rapport d'activités de l'année écoulée approuvé et la preuve de cette approbation.

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

Art. 17. Le présent arrêté prend ses effets le 1^{er} janvier 2006.

Bruxelles, le 23 mars 2006.

Par le Collège :

B. Cérexhe,
Président du Collège.

Emir Kir,

Membre du Collège chargé de l'Action sociale, de la Famille et du Sport.

Annexe I^{re}. — Liste des frais admissibles

- 61/ 1 Frais de location et charges
 - 1 Location infrastructures permanentes
 - 2 Location infrastructures ponctuelles
 - 3 Charges (eau, gaz, électricité)
 - 4 Entretien
 - 5 Assurances
 - 6 Autres
- 61/ 2 Frais de promotion et de publication
 - 1 Frais de réalisation
 - 2 Frais d'impression
 - 3 Frais de distribution
 - 4 Réceptions, relations publiques
 - 5 Autres
- 61/ 3 Frais administratifs
 - 1 Petit matériel
 - 2 Matériel spécifique, pédagogique
 - 3 Fournitures, documentation
 - 4 Téléphone, fax
 - 5 Poste
 - 6 Photocopies
 - 7 Frais de gestion, secrétariat social
 - 8 Assurances
 - 9 Autres

- 61/ 4 Frais de véhicule, déplacement
 - 4 Déplacement du personnel transport public
 - 5 Déplacement du personnel transport privé
- 61/ 5 Rétribution de tiers, sous-traitance, honoraires, vacataires
 - 1 Honoraires comptables, avocats,...
 - 2 Vacataires,...
 - 3 Autres
- 62/ 1 Frais de personnel
 - 1 Rémunérations brutes
 - 1 Personnel d'encadrement
 - 2 Personnel d'administration
 - 3 Personnel technique
 - 4 Autre
 - 2 Cotisation patronales d'assurances sociales
 - 1 Personnel d'encadrement
 - 2 Personnel d'administration
 - 3 Personnel technique
 - 4 Autre
 - 3 Pécules de vacances, primes de fin d'année
 - 1 Personnel d'encadrement
 - 2 Personnel d'administration
 - 3 Personnel technique
 - 4 Autre...
 - 4 Intervention dans le traitement des ACS,TCT, FBIE, Maribel,
 - 5 Assurances légales
 - 6 Assurances extralégales
 - 7 Autres
- 63/ 1 Amortissements et investissements
- 64/ 1 Impôts et taxes
 - 1 Taxes
 - 2 Droits d'enregistrements
 - 3 T.V.A. non déductible
 - 4 Impôts
 - 5 Autres
- 65/ 1 Charges financières

Vu pour être annexé à l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 2005 portant exécution du décret de la Commission communautaire française du 16 juin 2005 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux organismes représentatifs de l'Action sociale et de la Famille.

B. Cérexhe,
Président du Collège.

E. Kir,
Membre du Collège chargé de l'Action sociale, de la Famille et du Sport.

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2007 — 1831

[C — 2007/31141]

23 MAART 2006. — **Besluit 2005/840 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende uitvoering van het decreet van 16 juni 2005 van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan instellingen die representatief zijn voor de maatschappelijke actie en het gezin**

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op het decreet van 16 juni 2005 van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan instellingen die representatief zijn voor de maatschappelijke actie en het gezin, inzonderheid op de artikelen 8, 11, derde lid en 13, derde lid;

Gelet op het advies van de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Welzijnszorg en Gezondheid, gegeven op 14 september 2005;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 23 november 2005;

Gelet op het akkoord van het Lid van het College bevoegd voor Begroting, gegeven op 23 november 2005;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 10 januari 2006 met toepassing van het artikel 84, § 1, eerste lid, 1° van de samengeordende wetten op de Raad van State;

Op voorstel van het Lid van het College bevoegd voor Maatschappelijke Actie en Gezin;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit besluit regelt, krachtens het artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid zoals bedoeld in het artikel 128 van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° College : het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

2° Minister : het Lid van het College bevoegd voor Maatschappelijke Actie en Gezin;

3° Decreet : het decreet van 16 juni 2005 van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan instellingen die representatief zijn voor de maatschappelijke actie en het gezin;

4° Centrum : het krachtens het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 7 november 1997 tot vaststelling van de regels voor de erkenning en de toekenning van subsidies aan de centra voor globale sociale actie erkend of voorlopig erkend centrum voor globale sociale actie of het krachtens het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 16 juli 1994 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de centra voor gezinsplanning erkend centrum voor gezinsplanning;

5° Dienst : de krachtens het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 27 mei 1999 betreffende de erkenning en subsidiëring van de diensten voor thuishulp erkende dienst voor thuishulp of de krachtens het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 7 november 2003 betreffende de erkenning en de toekenning van subsidies aan de diensten voor bijstand aan, enerzijds, slachtoffers en hun naasten, en anderzijds, aan verdachten, in vrijheid gestelde veroordeelden, ex-gevangenen en hun naasten, erkende dienst voor opdrachten inzake bijstand aan slachtoffers en hun naasten en aan verdachten, in vrijheid gestelde veroordeelden, ex-gevangenen en hun naasten;

6° Tehuis : het krachtens het decreet van 27 mei 1999 betreffende de toekenning van de erkenning en van subsidies aan opvangtehuizen, erkend tehuis;

7° Adviesraad : de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Welzijnszorg en Gezondheid;

8° Administratie : de diensten van het College.

HOOFDSTUK II. — *De erkenningsprocedure**Afdeling 1. — De toekenning en de weigering van de erkenning*

Art. 3. De aanvraag om erkenning als representatieve instelling wordt ingediend bij de Minister en de Administratie met een ter post aangetekende brief of afgegeven tegen ontvangstbewijs. Aan de bij de Administratie ingediende aanvraag moet een dossier worden toegevoegd waarin, naast de door het artikel 8, § 1, derde lid van het Decreet opgelegde documenten, ook nog opgenomen zijn :

1° een document waarin de Raad van Bestuur de persoon aanwijst die gemachtigd is de instelling bij de Administratie te vertegenwoordigen;

2° de lijst van de leden die zich verbonden hebben tot het naleven van de statuten van de representatieve instelling en, in voorkomend geval, de lijst van de andere leden die niet behoren tot de door de Franse Gemeenschapscommissie erkende centra, diensten en tehuizen;

3° een document waarin de doelstellingen van de representatieve instelling en hun wijze van realisatie beschreven worden. Indien de instelling ook erkend is door andere overheden of indien ze leden vertegenwoordigt die door andere overheden zijn erkend, moet de wijze waarop de scheiding wordt verzekerd tussen de uitoefening van de opdrachten die door het Decreet worden bepaald en de uitoefening van opdrachten die steunen op andere erkenningen of vertegenwoordigingen, in detail in dit document worden uiteengezet;

4° de lijst van de personeelsleden die instaan voor het uitvoeren van de opdrachten als erkende representatieve instelling, met vermelding van hun kwalificaties en van de werktijd die ze aan het uitoefenen van deze opdrachten besteden;

Art. 4. Na de ontvangst van een volledig en dus ontvankelijk dossier, maakt de Administratie een ontvangstbewijs aan de representatieve instelling over. Binnen drie maanden na de vaststelling van de ontvankelijkheid van het dossier behandelt de Administratie de aanvraag, voert ze een inspectie uit en maakt ze haar besluiten aan de Minister over. Bij ontvangst van een onvolledig dossier meldt de Administratie aan de aanvragende instelling welke gegevens ontbreken of onvolledig zijn.

De Minister legt binnen de twee maanden de aanvraag van de representatieve instelling, het advies van de administratie en het inspectieverslag voor advies aan de Adviesraad voor. De Adviesraad bespreekt de aanvraag om erkenning en maakt zijn advies binnen de twee maanden volgend op de adviesaanvraag aan de Minister over.

Het College beslist over de aanvraag om erkenning en deelt zijn beslissing aan de Administratie mede.

In het besluit van het College betreffende de erkenning wordt het bedrag vermeld van de toelage die, krachtens artikel 11 van het Decreet, aan de representatieve instelling wordt toegekend.

De Administratie betekent de toekenning of weigering van de erkenning aan de instelling.

Afdeling 2. — De wijziging en de hernieuwing van de erkenning

Art. 5. De aanvraag om wijziging van de erkenning wordt ingediend volgens de modaliteiten die voor de aanvraag om erkenning in het artikel 3 van dit besluit werden bepaald. Ze bevat de gegevens die de aanvraag om wijziging van de erkenning verantwoorden, zoals bedoeld in het artikel 8, § 2 van het Decreet.

Art. 6. De aanvraag om hernieuwing van de erkenning wordt ten laatste zes maanden voor het aflopen van de lopende erkenning door de representatieve instelling ingediend, volgens de modaliteiten die voor de aanvraag om erkenning in het artikel 3 van dit besluit werden bepaald. Ze bevat dezelfde gegevens als de aanvraag om erkenning.

Art. 7. De procedures voor de wijziging en de hernieuwing van de erkenning zijn dezelfde als deze die voor de aanvraag om erkenning in het artikel 4 van dit besluit worden bepaald.

Afdeling 3. — De intrekking van de erkenning

Art. 8. Als een als representatief erkende instelling de in de artikelen 5 tot 7 van het decreet opgenomen erkenningsvoorwaarden of de in de artikelen 9 en 10 van het decreet opgenomen werkingsnormen niet langer naleeft, stuurt de administratie een gemotiveerde aangetekende brief aan deze instelling, waarin ze wordt uitgenodigd om zich binnen een termijn van twee maanden in orde te stellen.

Na verloop van deze termijn en in geval de instelling zich niet in order stelde en ook geen aanvraag om wijziging van zijn erkenning indiende, stelt de administratie aan de minister de intrekking of de wijziging van de erkenning voor.

Art. 9. De Minister deelt aan de representatieve instelling mede, onder aangetekende omslag met ontvangstbewijs, dat er een procedure voor de intrekking of de wijziging van de erkenning loopt.

Vanaf de dag van deze betekening beschikt de representatieve instelling over een termijn van dertig dagen om een verantwoordingsmemorie aan de Minister over te maken. De Minister maakt een kopie van deze memorie aan de Adviesraad over.

De Adviesraad nodigt de representatieve instelling uit om gehoord te worden. Hij stelt de dag en uur van deze hearing vast en deelt dit mede aan de betrokken representatieve instelling. De persoon die door de representatieve instelling als vertegenwoordiger wordt aangeduid kan zich laten bijstaan door één andere persoon.

De Adviesraad hoort de representatieve instelling en bespreekt het voorstel tot intrekking of wijziging van de erkenning. Hij maakt zijn advies aan de Minister over binnen de maand volgend op de hearing of binnen de twee maanden na de kennisname van het dossier indien de representatieve instelling niet wenste gehoord te worden.

Art. 10. De beslissing van het College houdende intrekking of wijziging van de erkenning wordt met een aangetekende brief met ontvangstbewijs aan de representatieve instelling betekend. Deze beslissing tot intrekken of wijzigen van de erkenning heeft drie maanden na de datum van de betekening van de beslissing de stopzetting of de beperking van de subsidies tot gevolg. Onmiddellijk na de ontvangst van de betekening deelt de representatieve instelling de beslissing aan zijn aangesloten leden mede.

Art. 11. Als een representatieve instelling alle activiteiten stopzet, deelt ze deze beslissing ten laatste drie maanden voor de datum van het ingaan ervan aan de Minister mede.

HOOFDSTUK III. — De werking

Art. 12. De representatieve instelling legt om de vijf jaar het in het artikel 10, § 1 van het Decreet bedoelde rapport voor. De eerste voorlegging wordt twee jaar na de aanvang van de eerste erkenning verricht.

Het in § 2 van hetzelfde artikel bedoelde rapport wordt overgemaakt binnen een termijn van zes maanden volgend op de voorlegging van het in het eerste lid bedoelde rapport.

HOOFDSTUK IV. — De betoelaging

Art. 13. De toelage bedoeld in het artikel 11 van het Decreet wordt jaarlijks aangepast op 1 januari door toepassing van de volgende formule :

$$\frac{\text{Basisbedrag} \times \text{gezondheidsindex van december van het vorige jaar}}{\text{Gezondheidsindex van december 2005}}$$

Art. 14. De weddenschalen en de sociale voordelen die de loonkost vormen die in aanmerking wordt genomen voor de berekening van de toelage zijn de weddenschalen die opgenomen zijn in de Bijlage I NM bij het Besluit van 18 oktober 2001 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van diverse wetgevingen inzake de toekenning van subsidies in de sectoren gezondheidszorg en bijstand aan personen en tot wijziging van diverse uitvoeringsbesluiten voor de sectoren bijstand aan personen, gezondheidszorg, gehandicapte personen en socio-professionele inschakeling.

Deze weddenschalen worden geïndexeerd volgens de regels die van toepassing zijn voor de bezoldigingen in het openbaar ambt.

De werkgeversbijdragen en diverse andere voordelen die eveneens in aanmerking komen voor de berekening van de toelage zijn deze die opgenomen zijn in de Bijlage V NM bij hetzelfde Besluit, op basis van de anciënniteit vastgesteld in de Bijlage IV NM bij hetzelfde besluit. De weddenschalen die met elke functie overeenstemmen worden bepaald in de Bijlage II NM bij hetzelfde besluit.

Art. 15. De types van kosten bedoeld in het artikel 12 van het Decreet worden opgesomd in de Bijlage I bij dit besluit.

Art. 16. De representatieve instellingen leggen jaarlijks tegen 30 april van het volgende jaar de verantwoordingsstukken voor die betrekking hebben op de toegekende jaarsubsidie. Deze verantwoordingsstukken zijn :

- de lijst van de voorgelegde verantwoordingsstukken conform het door de administratie opgelegde model;
- de bezoldigingsfiches van de personeelsleden die door de erkenning aanvaarde opdrachten uitvoeren en volledig of gedeeltelijk worden gesubsidieerd;
- de attesten waaruit de betaling blijkt van de RSZ bijdragen en de voorheffingen voor deze personeelsleden;
- de afschriften van de diploma's van deze personeelsleden en de attesten waaruit hun anciënniteit blijkt;
- de werkgeversattesten, voor elk betrokken personeelslid, met vermelding van de werktijd die aan de door de erkenning aanvaarde opdrachten wordt besteed;
- de afschriften van overeenkomsten met losse medewerkers, van de hen uitbetaalde schuldvorderingen, van de fiscale fiches 281.50 en de samenvattende fiche 325.50;
- de schuldvorderingsnota's van de uitbetaalde honoraria;
- de betaalde facturen, de bankuittreksels, de kassaticketten en de uitreksels uit het kasboek die betrekking hebben op de werkingskosten;
- een afschrift van de huurovereenkomst;
- de tabellen van de afschrijving van investeringen die door subsidies worden gedragen;
- de goedgekeurde rekeningen van de ontvangsten en uitgaven en de goedgekeurde balans, met het bewijs van deze goedkeuring;
- het goedgekeurd jaarverslag en het bewijs van deze goedkeuring.

HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

Art. 17. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2006.

Gedaan te Brussel, 23 maart 2006.

Voor het College :

B. Cérexhe,
Voorzitter van het College.

E. Kir,
Lid van het College, bevoegd voor Maatschappelijke Actie en Gezin.

Bijlage I. — Lijst van de in aanmerking komende uitgaven

- 61/ 1 Uitgaven voor huur en lasten
 - 1 Huur permanente infrastructuur
 - 2 Huur tijdelijke infrastructuur
 - 3 Lasten (water, gas, elektriciteit)
 - 4 Onderhoud
 - 5 Verzekeringen
 - 6 Andere
- 61/ 2 Uitgaven voor promotie en publicaties
 - 1 Realisatiekosten
 - 2 Drukkosten
 - 3 Distributiekosten
 - 4 Receptie, public relations
 - 5 Andere
- 61/ 3 Uitgaven voor de administratie
 - 1 Klein materiaal
 - 2 Specifiek en pedagogisch materiaal
 - 3 Kantoorbenodigheden, documentatie
 - 4 Telefoon, fax
 - 5 Post
 - 6 Fotokopieën
 - 7 Beheerskosten, sociaal secretariaat
 - 8 Verzekeringen
 - 9 Andere

- 61/ 4 Uitgaven voor voertuigen en verplaatsingen
 - 4 Verplaatsingen personeel met openbaar vervoer
 - 5 Verplaatsingen personeel met privaat vervoer
- 61/ 5 Bezoldiging van derden, onder-aanneming, honoraria, losse medewerkers
 - 1 Honoraria boekhouders, advocaten,...
 - 2 Losse medewerkers,...
 - 3 Andere
- 62/ 1 Uitgaven voor personeel
 - 1 Bruto bezoldigingen
 - 1 Kaderpersoneel
 - 2 Administratief personeel
 - 3 Technisch personeel
 - 4 Andere...
 - 2 Werkgeversbijdragen RSZ en sociale verzekeringen
 - 1 Kaderpersoneel
 - 2 Administratief personeel
 - 3 Technisch personeel
 - 4 Andere...
 - 3 Vakantiegeld, eindejaarspremie
 - 1 Kaderpersoneel
 - 2 Administratief personeel
 - 3 Technisch personeel
 - 4 Andere...
 - 4 Bijdrage in de bezoldiging van Geco, Dac, Ibf, Maribel,
 - 5 Verplichte verzekeringen
 - 6 Extralegale verzekeringen
 - 7 Andere
- 63/ 1 Afschrijvingen en investeringen
- 64/ 1 Belastingen en taksen
 - 1 Taksen
 - 2 Registratierechten
 - 3 Niet aftrekbare BTW
 - 4 Belastingen
 - 5 Andere
- 65/ 1 Financiële lasten

Gezien om als bijlage I toegevoegd te worden aan het Besluit 2005/840 (van ... 2005) van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende uitvoering van het decreet van 16 juni 2005 van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan instellingen die representatief zijn voor de maatschappelijke actie en het gezin.

B. Cérexhe,
Voorzitter van het College.

E. Kir,
Lid van het College, bevoegd voor Maatschappelijke Actie en Gezin.